

Compte-rendu de la réunion du 5 novembre 2018

Le rôle des territoires dans la transition énergétique

1. Introduction

Organisation des réunions IDées

Alexandre ROJEY, Animateur IDées

Le programme des réunions 2018-2019 est disponible sur le site de la Fondation :

Introduction

Jean-François LE ROMANCER, Animateur du Groupe IDées Énergies Renouvelables et Stockage de l'Énergie, Président de Keynergie

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

Le bouleversement du système énergétique accroît le rôle des territoires, qui se trouvent en charge de déployer de nouvelles technologies : production d'énergie décentralisée, smart grids, stockage/àutoconsommation, véhicules électriques.

En outre, les territoires disposent à présent de nouvelles responsabilités, à travers l'évolution de la législation (Loi NOTRe, LTCEV), la volonté des individus de s'impliquer dans la transition économique ainsi que l'aspiration à développer leur économie et à mieux valoriser leur patrimoine.

De nombreux outils ont été mis en place pour la mise en œuvre de la transition énergétique, au niveau national (PPE), régional (SRADDET, S3REnR, PCAT, Contrat de transition écologique), métropoles et EPCI (PCAET), collectivités et groupements intercommunaux (TEPCV).

Il en résulte des enjeux importants (cohérence des différents outils, solidarité, efficacité, évolution des compétences, nouveaux acteurs, évaluation de l'impact sur la transition énergétique).

Le programme du cycle 2018/2019 vise à explorer ces différents enjeux.

2. Exposés

Une histoire des territoires et de la transition énergétique

Renan VIGUIE

Professeur agrégé histoire-géographie, historien de l'énergie, co-fondateur du Cabinet Vasco

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

Pour comprendre les évolutions historiques des transitions énergétiques successives au sein des territoires, il est nécessaire de commencer par clarifier les notions de territoire et de transition énergétique.

Concernant les territoires, on peut s'interroger sur la pertinence actuelle de cette notion, dans le cadre de la mondialisation. Celle-ci a conduit à un rapprochement

entre les habitants des grandes métropoles, mais en même temps à des ruptures entre métropoles et territoires périphériques (petites villes, villes moyennes et territoires ruraux).

Les transitions énergétiques apparaissent comme des évolutions progressives et non comme des révolutions soudaines. Du fait de cette temporalité, elles se prêtent bien au regard de l'historien.

L'organisation des territoires est liée aux transitions énergétiques. L'implantation des réseaux électriques ou des réseaux de gaz a contribué à la formation des territoires. Réciproquement, la sensibilité culturelle et politique des territoires peut conduire à des choix qui ne sont pas nécessairement les plus rationnels sur le plan technico-économique. Des contradictions peuvent apparaître entre logique du privé (rentabilité) et public (développement égalitaire de la transition).

Le rôle des territoires dans la transition énergétique

Nathalie DOSTERT

Chargée de mission Stratégie territoriale au sein de la Délégation à l'Action Régionale d'EDF

La présentation pdf est disponible sur le site de la Fondation

La conception de la transition énergétique varie selon les territoires. Le choix des grandes priorités (nucléaire, renouvelables, véhicules électriques, etc.) dépend de la sensibilité locale.

La transition énergétique est au cœur des préoccupations des territoires urbains et dans une moindre mesure également des territoires ruraux.

Le rôle des territoires a été fortement étendu par la décentralisation, appuyée par un ensemble de dispositions législatives, qui ont été mises en place en trois temps (loi MAPTAM définissant un nouveau statut pour les métropoles et grandes agglomérations, redécoupage des régions, loi NOTRe, introduisant de nouvelles compétences pour les régions).

Les territoires jouent un rôle accru dans le domaine de l'énergie. Les régions et métropoles ont acquis de nouvelles responsabilités dans le domaine de la transition énergétique. Les collectivités territoriales interviennent de plus en plus souvent comme maître d'ouvrage en matière d'énergie. Ces transformations impliquent de nouveaux acteurs et ouvrent de nouvelles possibilités aux professionnels du secteur.

Les territoires se placent dans une logique de décentralisation, ce qui les rend favorables à la transition énergétique, sans que les implications soient toujours complètement étudiées.

Les STRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Égalité des Territoires) sont en cours d'élaboration plus ou moins avancée autour d'axes tels que la formation, l'emploi, la solidarité, la mobilité, l'innovation.

Toutefois, les questions relatives à l'énergie ne sont pas toujours un véritable sujet d'intérêt pour les territoires. Les métropoles sont beaucoup plus mobilisées que les zones rurales, ce qui pose la question de la solidarité urbain/rural. On observe un manque de moyens techniques et financiers. Les financements disponibles, notamment au niveau européen sont souvent méconnus. En raison de l'absence d'une vision d'ensemble, la cohérence des décisions qui sont prises peut être imparfaite.

3. Discussion / Conclusion

Débat animé par Jean-François LE ROMANCER, animateur du Groupe IDées Énergies Renouvelables et Stockage de l'Énergie

Politique menée par les territoires

Les choix opérés par les territoires dépendent plus de la sensibilité culturelle et politique que de la rationalité économique.

Le fait que le nucléaire produit de l'électricité bas carbone est en général reconnu, mais la plupart des territoires souhaitent disposer d'un mix énergétique diversifié comprenant du gaz (de préférence du biogaz), de l'hydrogène et des renouvelables, ce qui entraîne une baisse de la part du nucléaire. Dans le cas des métropoles, la question de la mobilité est souvent au cœur des préoccupations.

En raison d'un manque de vision d'ensemble, on aboutit à un certain nombre de paradoxes. Faut-il à tout prix encourager l'autonomie, alors que par ailleurs, dans le cadre de la globalisation on favorise les échanges ? Faut-il dépenser des milliards d'Euros, alors que la France dispose d'un bon bilan CO2 par rapport aux autres pays européens et n'émet que 1% des émissions mondiales ? Faut-il réduire la part du nucléaire, au risque d'augmenter les émissions de CO2 ?

Temporalité de la transition énergétique

Pour parvenir à la limitation souhaitée du réchauffement climatique, il est nécessaire d'opérer un changement rapide. Il ne s'agit pas, comme précédemment, de parvenir à une substitution progressive des sources d'énergie par un mécanisme schumpetérien, mais il devient nécessaire de mener une politique volontariste pour répondre aux besoins de la lutte contre le réchauffement climatique.

Ce sera d'autant plus difficile que les changements à engager vont conduire, au moins dans un premier temps, à des solutions qui seront plus coûteuses et qui apparaîtront comme moins bonnes que les solutions actuelles.

Dès lors, on peut se demander quelle est la logique qui va l'emporter. Celle d'un modèle normatif, imposé par les impératifs de la prévention du réchauffement climatique ou la logique d'une transition relativement longue, à l'échelle des temps historiques.

Choix des priorités

Il manque actuellement un modèle de société auquel se référer pour effectuer des choix appropriés.

Les choix sont rendus d'autant plus difficiles que les solutions alternatives sont encore souvent débattues. Ainsi, les véhicules électriques, qui constituent la principale alternative en matière de mobilité, posent encore d'importants problèmes (autonomie, coût, gestion des batteries, bilan CO2 suivant la nature du mix énergétique).

L'arbitrage entre des types de mesures différents est souvent délicat. Faut-il favoriser en priorité d'efficacité énergétique avec des rendements décroissants ou miser sur de nouvelles sources d'énergie ?



Il se pose un problème important de cohérence des décisions au niveau d'un territoire et de cohérence des décisions entre les différents territoires.
Plus globalement on observe un déficit de compétences et de moyens, qui entraîne un risque important de mauvaises décisions et de contradictions.

Conclusion

La discussion a mis en évidence les nombreuses difficultés que la transition énergétique rencontre dans les territoires. Il est donc particulièrement important de favoriser l'élaboration d'une vision prospective cohérente, intégrant un schéma industriel ainsi qu'une prise en compte de l'ensemble des infrastructures requises.

4. Prochaine réunion

Prochaine réunion du Groupe ENR
lundi 7 janvier 2019